

Des millions pour aider les rebelles syriens et pas un centime pour lutter contre l'immigration clandestine ?

Par Jarczyk

écrit par Jarczyk | 12 mai 2014



✘ [800000 migrants en train d'arriver en Europe ?](#)

Justement, l'Australie a lancé l'opération « Frontières Souveraines » aussi pour pallier aux carences terribles de ses camps d'hébergement ; on ne peut pas rester insensible à la détresse d'autrui, certes, mais, soyons réalistes et pragmatiques : la seule solution est bien le refoulement de ces masses d'arrivants, qui enrichissent les réseaux de l'immigration clandestine massive, partout où elle est possible et se draper de la couverture de l'humanisme ne résout rien, bien au contraire ! Le problème est mondial et doit être résolu en partenariat avec les pays d'origine et sous contrainte, en tenant le même langage que celui de l'Australie face aux pays voisins. Mais pour l'Europe, cela semble mal parti!

Non, l'Europe n'est pas un danger mortel pour notre avenir!

Formuler les choses ainsi est une ineptie!

C'est l'Europe, les Nations qui la composent – et là, je ne songe pas

forcément à l'Europe élargie aux vingt huit Etats- qui est en danger mortel! Il faut en finir avec cette Europe dévoyée et dévolue au libéralisme économique et méditer, se concentrer sur une certaine idée de l'Europe, qui ne peut qu'être celle dont les racines plongent au delà des siècles...Racines que l'on renie, que l'on nie, en « Haut Lieu » au risque de se faire rattraper par une réalité qui désormais nous échappe!

A lire, l'article ci-dessous paru sur le Figaro

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/10/08/01016-20131008ARTFI000645-paris-veut-une-nouvelle-strategie-migratoire-pour-l-ue.php>

Paris veut une nouvelle stratégie migratoire pour l'UE

Six jours après le naufrage de Lampedusa et la noyade d'au moins 300 Africains, les partenaires de l'Italie réfléchissent à une surveillance maritime accrue près des côtes tunisiennes et libyennes.

Focaliser l'effort sur la Méditerranée, peut-être. Changer la règle du jeu, sûrement pas. Six jours après le naufrage de Lampedusa et la noyade d'au moins 300 Africains, les partenaires de l'Italie réfléchissent à une surveillance maritime accrue près des côtes tunisiennes et libyennes. Mais ils excluent de décharger Rome de l'accueil des migrants. Ou d'ouvrir davantage les vannes du droit d'asile.

La seule initiative du rendez-vous des vingt-huit ministres de l'Intérieur est venue mardi de la Commission: Cecilia Malmström, en charge du dossier, a appelé à une «vaste opération de sécurité et de sauvetage, de Chypre jusqu'à l'Espagne». Le ministre italien, Angelino Alfano, a salué «un beau signal concret». Mais Rome, qui avait d'abord réclamé beaucoup plus, reste sur sa faim.

L'accord politique reste à trouver sur des patrouilles renforcées au sud de la Méditerranée, tout comme le sens de la mission. S'agit-il de porter secours? Ou d'interdire le passage? C'est aussi une question d'argent. Il est question de quelques dizaines de millions d'euros. Ils viendraient au mieux compenser les coupes claires dans les

enveloppes de Frontex. Le «garde-frontières» européen vient de voir son budget réduit de 115 à 85 millions d'euros pour cause d'austérité..

La France «prendra toute sa part» à l'effort, assure Manuel Valls. Le ministre de l'Intérieur renvoie les détails et la décision à plus tard, en fixant comme échéance le prochain sommet européen, à la fin du mois. Mais il place la barre assez haut: «C'est toute la stratégie migratoire de l'UE qui doit être revue», dit-il.

Explosion des demandes d'asile

Entre Européens, Lampedusa ne changera pas la donne. L'Allemagne, qui donne le ton pour le nord de l'UE, refuse de transiger sur le principe qui rend le pays de débarquement seul responsable du sort des clandestins. L'Italie, la Grèce ou encore Chypre et Malte réclament régulièrement un partage du fardeau, tant pour l'accueil que pour les demandes d'asile. «La règle n'a pas à être modifiée», a répondu platement le ministre allemand, Hans-Peter Friedrich, à son arrivée à Luxembourg. Sur ce point, l'écrasante majorité des capitales de l'UE s'aligne sur Berlin.

Les pays du Nord, eux aussi, font face à un déferlement à leurs frontières, même s'il est moins visible que sur la Méditerranée: les migrants débarquent comme touristes d'un avion, d'un train ou d'un autobus. L'Allemagne, la France, la Suède, le Royaume-Uni et la Belgique ont ainsi absorbé l'an dernier 70 % des 330.000 demandeurs d'asile dénombrés dans l'UE, selon les chiffres officiels.

Et le mouvement s'accélère, d'après Eurostat: à plus de 100.000, les demandes ont explosé de près de 50 % au second trimestre 2013. En Italie, certes (+ 5995). Mais surtout en Allemagne (+ 26.400), en France (+ 16.245), en Hongrie (+ 9420), en Suède (+9110) et en Pologne (+ 7415). La situation est «tendue, difficile, dramatique», confirme Manuel Valls. Certes, la misère et les dangers affrontés par les Africains suscitent une légitime compassion. Mais ce sont désormais les Russes, les Kosovars, les Syriens et les Pakistanais qui fournissent les plus gros bataillons de l'émigration vers l'Europe.

Une Europe démunie face à une «déferlante»

Jean-Jacques Mevel

Combien de millions d'euros ont été trouvés pour aider les rebelles syriens ????(entre autres...)

Jarczyk